

**N° DP 24/473**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU STADE D'HONNEUR DU COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE POUR LES BESOINS DU TOURNAGE "LE VAR TERRE DE SPORT"**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** la demande de la société KILLIT HONG de disposer du stade d'honneur du complexe sportif Léo Lagrange pour les besoins d'un film institutionnel le 3 mai 2024,

**CONSIDERANT** que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

**CONSIDERANT** que ce film institutionnel promeut l'esprit sportif et met en avant la pratique sportive dans le Département du Var dans le cadre des jeux olympiques 2024, la mise à disposition se fait à titre gracieux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE METTRE** à disposition de la société KILLIT HONG l'espace défini dans la convention, ci-annexée.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, définissant les conditions de la mise à disposition.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

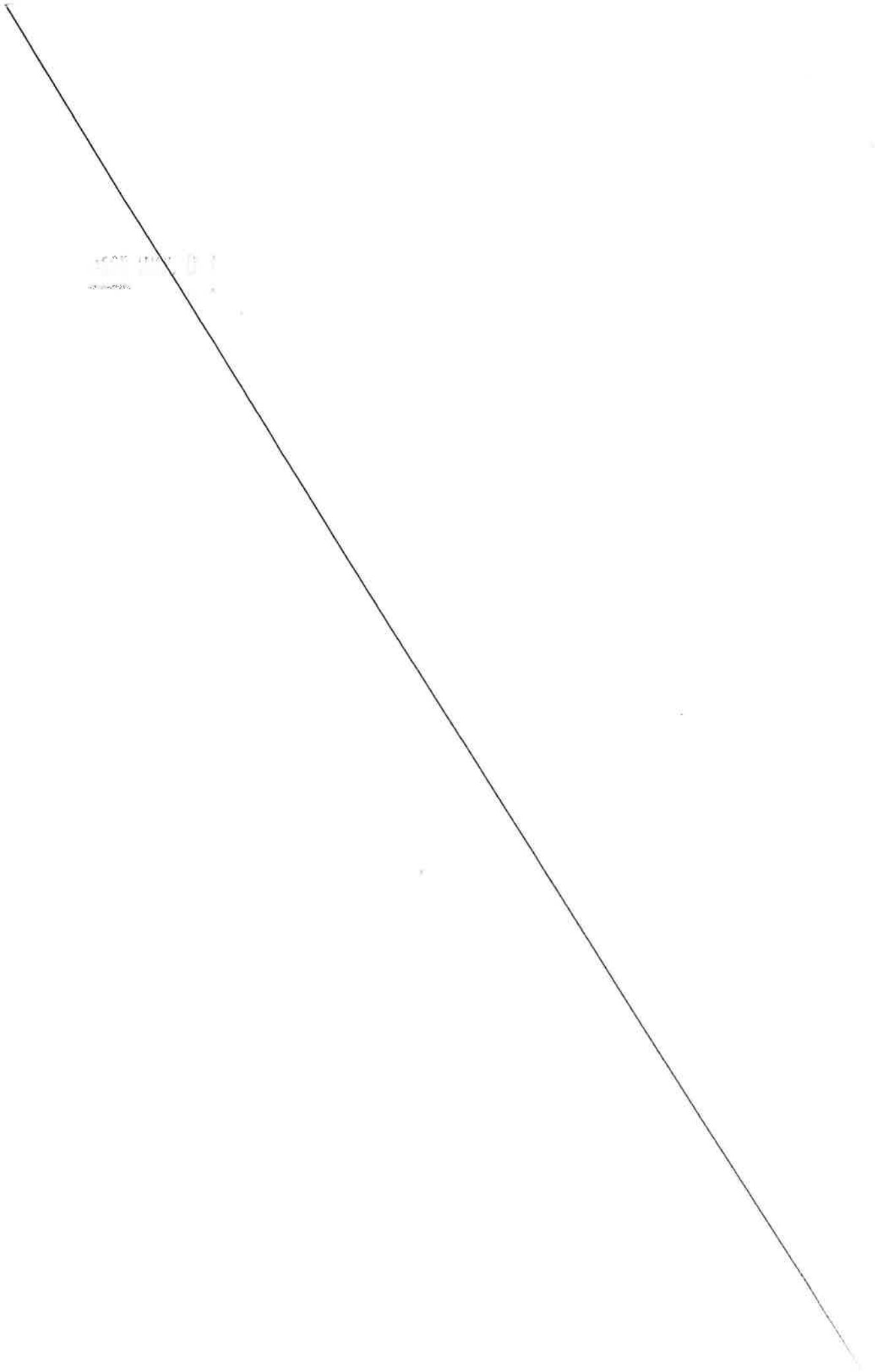
Fait à Toulon, le **10 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes, positioned below the printed name and title.





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU STADE D'HONNEUR DU  
COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE POUR LES BESOINS D'UN  
TOURNAGE "LE VAR TERRE DE SPORT"**

**Entre**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la Décision n°                      du

***Ci-après dénommée « la Métropole »***

D'une part,

**Et**

La société KILLIT HONG, ayant son siège social à 165 chemin de la campagne 83110 Sanary-sur-Mer, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 523 615 656, N° de SIRET : 53361565600015 ; Code APE : 4771Z, N° TVA Intracommunautaire : FR74523615656, représentée par Monsieur Clément Meucci, en sa qualité de Co-gérant, dûment habilité aux fins des présentes,

***Ci-après dénommée « la société »***

D'autre part.

## **Article 1 - Objet de la convention**

La Métropole met à disposition de la société dans le cadre du tournage d'un film institutionnel réalisé par Maxime Meucci, les lieux ci-dessous décrits, dont elle déclare être le propriétaire, pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

- Le stade d'honneur (ou un terrain annexe) du complexe sportif Léo Lagrange à Toulon.

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

La Métropole autorise la société à reproduire et représenter l'image des lieux objet de la présente convention afin de permettre l'exploitation de l'œuvre.

## **Article 2 - Durée de la mise à disposition**

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de la société pour les besoins d'un tournage le **3 mai 2024 de 20h00 à 22h00**.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

## **Article 3 - Conditions financières**

La mise à disposition des lieux définis dans l'article 1 ne fera l'objet d'aucune facturation.

## **Article 4 - Incessibilité des droits**

La présente convention étant conclue intuitu personae, la société ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

## **Article 5 - Etat des lieux**

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue des prises de vues. Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la société et de ses équipes devra être constaté par l'agent de la Métropole présent sur les lieux.

## **Article 6 - Conditions d'occupation**

L'équipe des prises vues présente sur les lieux sera composée de 10 personnes.

La société occupera les lieux paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités.

La Métropole met à disposition un sautoir. La piste sera éclairée jusqu'à 22h. La production pourra stationner 4 voitures au niveau du parking souterrain (fermeture à 22h30).

## **Article 7 - Engagements réciproques des parties**

### **7.1 - Désignation d'un référent**

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteurs privilégiés durant toute la durée des prises de vues, aux dates et horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la société, Léa PREVOT en sa qualité de responsable de production, mail : [terredesports.contact@gmail.com](mailto:terredesports.contact@gmail.com) – tel 06 44 18 13 27

- Pour la Métropole :

- Jean-Michel MORAITIS, en sa qualité de responsable du Complexe sportif Léo Lagrange de

Toulon, 04.94.93.64.92/06.26.88.68.39 - [jmmoraitis@metropoletpm.fr](mailto:jmmoraitis@metropoletpm.fr),

- Barbara OCCHINI, en sa qualité de chargée de mission au service Accueil des tournages, 04 94 93 83 42 – [baocchini@metropoletpm.fr](mailto:baocchini@metropoletpm.fr)

## **7.2 - Engagement de la Métropole**

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre pour faciliter l'utilisation des lieux sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux.

## **7.3 - Engagement de la Production**

La société s'engage :

- À Inscrire au générique de l'œuvre une mention de remerciement à destination du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et du Maire de la commune de Toulon et faire apparaître leur logo respectif,
- À autoriser le Bureau d'Accueil des tournages TPM à diffuser l'œuvre dans le cadre de sa communication institutionnelle avec l'accord préalable de la Production,
- À remettre à l'issue du tournage une évaluation des dépenses et des emplois en sur le territoire métropolitain dans le document intitulé « fiche retombées économique d'un tournage » annexée à la présente convention.

## **Article 8 - Annulation – Report**

Si, pour quelques raisons que ce soit, les prises de vues ne pouvaient être en tout ou partie, effectuées aux dates prévues de l'article 2, la société devra solliciter la Métropole par écrit pour convenir d'une nouvelle date au moins 8 jours avant la date proposée. Un accord écrit sera transmis à la société.

## **Article 9 - Responsabilité - Assurances**

### **Article 9.1 - Responsabilités**

La société demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Le seul cas d'exonération de la société est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La société est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La société devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Métropole ne garantit pas la société, et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

- En cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux, et généralement de tous troubles apportés par des tiers ou voies de fait ;
- En cas d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition ;
- Dans le cas où le terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres fuites.

## **Article 9.2 - Assurances**

La société devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant sur les lieux ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la société devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les lieux mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à la société dans les lieux mis à disposition, la société s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La société ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la société, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la société.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

La société répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de son occupation à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient lieu par cas de force majeure, par la faute du propriétaire, ou de tiers responsables des dommages imputables.

Elle sera tenue pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La société devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés dans les cas ci-dessus énoncés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, sauf son recours contre qui de droit, la responsabilité de TPM du terrain ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La société devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant tous les risques précités.

## **Article 10 - Résiliation – retrait de l'autorisation**

La société peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la société ne pourra prétendre à aucune indemnité.



## **Article 11 - Dispositions diverses**

### **11.1 - Litiges**

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

### **11.2 - Réglementation applicable**

La société est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

## **12 - Annexes**

La présente convention comporte une annexe :

- Annexe 1 : Fiche retombées économiques d'un tournage.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la société.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

**Pour la Société**

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN  
Le Président**



## RETOMBÉES LOCALES D'UN TOURNAGE

### Fiche d'information à remplir par la production



Bureau d'accueil des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

#### OBJECTIFS DU FORMULAIRE

Mesurer le poids économique de l'industrie du cinéma et de l'audiovisuel sur la Métropole.

Identifier les acteurs économiques impliqués dans le circuit.

Evaluer l'impact économique et touristique que cette industrie génère.

#### Garantie de confidentialité :

Les informations fournies resteront confidentielles et serviront uniquement à élaborer des statistiques globales des retombées économiques des tournages sur le territoire. Elles ne seront en aucun cas divulguées.

Nous vous remercions pour votre collaboration et espérons vous accueillir de nouveau sur la Métropole.

#### RAPPEL

L'ensemble des dépenses doit être réalisé sur le territoire des communes suivantes :

**Toulon, La Seyne-sur-Mer, Hyères, Six-Fours-les-Plages, La Garde, La Valette-du-Var, La Crau, Ollioules, Le Pradet, Carqueiranne, Saint-Mandrier-sur-Mer, Le Revest-les-Eaux**

#### FICHE TECHNIQUE

Titre de l'oeuvre												
Année de production												
Date prévisionnelle de sortie												
Format												
Nationalité												
Société de production Adresse												
Réalisateur(s)												
Contact référent Téléphone / Email												
Date de tournage												
Nombre de jours de tournage	Toulon	La Seyne-sur-Mer	Hyères	Six-Fours-les-Plages	La Garde	La Valette-du-Var	La Crau	Ollioules	Le Pradet	Carqueiranne	Saint-Mandrier-sur-Mer	Le Revest-les-Eaux
Nombre de personnes dans l'équipe												
Budget total de l'oeuvre												

## RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Prestations techniques & logistiques	Sont considérées comme dépenses locales les prestations facturées par une structure dont le siège social, ou une succursale, est établi sur le territoire.
Location de décors	Sont considérées comme dépenses locales les frais de mise à disposition de décors situés sur le territoire, quelle que soit l'adresse de facturation.
Transports	Sont considérées comme dépenses locales les frais de transports à l'intérieur du territoire métropolitain et les frais de location de véhicules lorsque la facture émane d'une société dont le siège social est établi sur le territoire.
Nota bene	Les dépenses de transports (ex: billets de train ou avions, essence, péages, autoroutes...) liées à la venue du tournage ou de la séance photos sur le territoire (depuis Paris ou une autre région) et pouvant être considérées comme un surcoût pour la production ne sont pas considérées comme dépenses locales pour le territoire.

## Hébergements, traiteurs, déplacements

Dans cette section inclure les frais de repérages

	Nuitées	Nom de l'établissement/Commune	Montant (€)
Hôtels			
Autres hébergements			
	Nom de l'établissement	Commune	Montant (€)
Restaurants			
Autres frais de restauration			
	Nature		Montant (€)
Frais de déplacements	Location voitures		
	Autres frais		
	Nature	Commune	Montant (€)
Autres			

## Industries, services

		Montant (€)
Location de matériels techniques		
Location véhicules techniques		
Location bureaux, régie, divers		
Location lieux de tournage		
Location accessoires, costumes		
Gardiennage/Service sécurité		
	Nature	Montant (€)
Autres prestations		

Emplois locaux			
	Nombre de personnes	Nombre de jours	Montant (€)
Producteurs			
Direction et administration			
Techniciens			
Comédiens			
Figurants			
	Nombre de personnes	Nombre de jours	Montant (€)
Autres à préciser :			
Autres à préciser :			
	Nature		Montant (€)
Eléments complémentaires à porter à la connaissance de la Métropole			
Total dépenses locales (€)			0,00 €